



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SAINT-DENIS | MERCREDI 23 OCTOBRE 2019

LA COUR DES COMPTES SUR LES TER : UN RAPPORT À CONTRE-PIED DU RÉEL

La CFDT a pris connaissance des recommandations de la Cour des comptes sur « les TER à l'heure de l'ouverture à la concurrence ». Il s'agit d'un rapport idéologiquement orienté en faveur d'une concurrence totale sur les lignes TER. Sur les neuf recommandations, la CFDT dénonce le caractère particulièrement dangereux de la première et de la dernière, concernant le transfert aux régions de la propriété des infrastructures, des gares et la filialisation de l'activité TER.

Dès 2013, la CFDT s'est battue pour réaffirmer le caractère de patrimoine public inaliénable du réseau ferré national et des gares, patrimoine maintenu dans les lois de 2014 et 2018. **Envisager une découpe du réseau est une erreur.** L'hypothèse de fermeture de lignes va à l'encontre de la notion de « capillarité » du réseau ferroviaire, qui est une force de l'outil industriel public. **L'austérité budgétaire guide les recommandations et cela est très contestable.** Si les exigences sur le niveau de qualité de service, sur la révision des plans de transport ou sur le renfort de l'expertise au niveau régional semblent de bon sens, **la CFDT dénonce une obsession assumée vers la réduction des coûts** et notamment en recommandant une forte hausse du prix direct payé par l'utilisateur. À noter que **le ratio mentionné dans le rapport ne correspond déjà plus à la situation de 2019**, ce qui fait de ce rapport un document technocratique **obsolète dès sa parution** et déconnecté de la réalité. Pour la CFDT, la recommandation visant à réduire au maximum les coûts en « ajustant » la présence des agents à bord et dans les gares est à contre-pied du réel, comme l'a clairement démontré

l'accident intervenu la semaine passée à Saint-Pierre-sur-Vence. Cette recommandation est en écart complet avec les attentes des voyageurs, dont plus de 70 % souhaiteraient une présence humaine accrue à bord des trains, selon un récent sondage d'opinion. **L'ouverture à la concurrence en Europe a souvent permis l'augmentation du nombre de trains et du trafic de voyageurs**, sous la condition d'une contribution publique supérieure à celle consentie en France, d'une augmentation du tarif voyageur et d'une déshumanisation des gares et des trains. Il faut en finir avec le discours politique hypocrite d'un TER « privé », beaucoup moins coûteux, avec des trains plus nombreux et un trafic multiplié. À l'heure où **le développement durable et la réduction des émissions de gaz à effet de serre** deviennent enfin une priorité, ce rapport programme la forte réduction du réseau ferré national à court terme. Il faut que le débat public intègre toutes les dimensions du ferroviaire. Malgré les annonces de la LOM et les discours politiques, **la CFDT dénonce des recettes rances** qui ne permettent pas d'envisager le développement du rail en France, indispensable à une transition écologique socialement responsable. ●

